

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
RELEVÉ DE CONCLUSIONS

LUNDI 25 JUIN 2012 A **20H00**
Salle des Fêtes – Chalon

♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT

- 1 – Décisions modificatives n°1 du budget primitif 2012
- 2 – Décisions modificatives n°1 au budget annexe 2012 de la redevance incitative
- 3 – FPIC décision de répartition
- 4 – Emprunt commerces de Montseveroux

♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY

- 5 – ZAC Champlard : approbation du contrat de concession d'aménagement avec La SPL Isère Aménagement
- 6 – EUREKA BV : convention de partenariat

♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Jean SAUNIER

- 7 – Plateforme Montremond – Redevance Incitative - partenariat

♦ **BATIMENTS** – Rapporteur : Jean-Paul MONTAGNIER

- 8 – Extension de la caserne de Gendarmerie
- 9 – Défense incendie
- 10 – Restaurant scolaire Monsteroux-Milieu – avenant n°1 au marché de travaux

♦ **ENSEIGNEMENT MUSICAL** – Rapporteur : Evelyne AVIAS

- 11 - Tarifs stage de musique - ETE 2012

♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Claude NICAISE

- 12 - ALTFER – demande de subvention frais stagiaire
- 13 – Convention d'occupation avec la Commune de Beaurepaire
« Logement la Porte du Faubourg »

♦ **QUESTIONS ORALES**

Après le mot d'accueil d' Elisabeth TYRODE, maire de Chalon, et en l'absence du Président Christian NUCCI, retenu par d'autres obligations, Claude NICAISE assure la Présidence de la réunion.

Madame Claude NICAISE fait lecture du compte rendu de la dernière séance.

Michel LESEIN revient sur sa demande de démission du Comité de suivi de la redevance incitative, démission émise lors du dernier Conseil Communautaire. Il précise que cette regrettée décision résulte du seul fait de sa position prise lors du Conseil du 26 mars.

L'ordre du jour est ensuite abordé.

I – FINANCES

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

• Décisions modificatives n°1 budget primitif 2012

Par délibération en date du 26 mars 2012, le Conseil Communautaire a procédé au vote du budget primitif 2012.

Dans un souci de réajustement des dépenses et des recettes au plus près de la réalité, la Commission des Finances s'est réunie le 05 juin dernier et propose les décisions modificatives au budget primitif 2012 suivantes,

Il est proposé les décisions modificatives au budget suivantes :

FONCTIONNEMENT

Article		Dépenses	Recettes
Administration			
020-7078	Vente électricité		7 300 €
020-74741	Remb frais 2011 local police municipale	- €	3 400 €
020-73925	FPIC	1 000 €	
020-023	Virement à la section d'investissement	27 600 €	
020-022	Dépenses imprévues	-16 400 €	
020-6574	Subvention Altfer	400 €	
Ecole de Musique			
311-6228	Rémunérations d'intermédiaires	3 400 €	
311-6232	Fêtes et cérémonies	2 600 €	
311-7062	Redevances		6 000 €
311-707	Vente électricité		- 1 000 €
Voirie intercommunale			
822-61523	Voies et réseaux	4 000 €	
Cinéma			
314-6156	Maintenance (numérisation 2 ^{ème} salle)	1 400 €	
Commerce Pisieu			
94-752	Loyers		3 100 €
Commerce Bellegarde Poussieu			
94-752	Loyers		3 900 €
Commerce Montseveroux			
94-60612	Electricité	200 €	
94-616	Assurances	300 €	
94-60621	Combustibles	1 000 €	
94-60611	Eau et assainissement	200 €	
94-7078	Vente chaleur OPAC		1 000 €
Commerce Jarcieu			
94-752	Loyers		2 000 €
TOTAL		25 700 €	25 700 €

INVESTISSEMENT

Article		Dépenses	Recettes
Administration			
020-021	Virement de la section de fonctionnement		27 600 €
01-10222	Reversement FC TVA (vente informatique Serned)	100 €	
020-2183	Matériel informatique (process. etc...suite orage)	3 000 €	
01-10222	FC TVA		400 €
Camping			
95-2317	Trx électrique mise en conformité et batteries	6 000 €	
ZA Champlard			
93-2031	Etudes (dossier dérogation espèces protégées)	14 900 €	
Commerce Pisieu			
94-2188	Acquisition matériel	4 000 €	
TOTAL		28 000 €	28 000 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **Décisions modificatives n°1 budget annexe 2012 de la redevance Incitative**

Par délibération en date du 26 mars 2012, le Conseil Communautaire a procédé au vote du budget annexe de la redevance incitative 2012.

Dans un souci de réajustement des dépenses et des recettes au plus près de la réalité, la Commission des Finances s'est réunie le 05 juin dernier et propose les décisions modificatives au budget annexe de la redevance incitative 2012 suivantes,

Il est proposé les décisions modificatives au budget annexe de la redevance incitative suivantes :

Article		Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT			
812-61551	Entretien matériel roulant	1 000 €	- €
812-6284	Redevances pour services rendus (déchets sauvages)	5 000 €	
812-673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 000 €	
812-022	Dépenses imprévues	- 8 000 €	
TOTAL		- €	- €
INVESTISSEMENT			
812-2183	Matériel informatique	1 000 €	- €
812-1022	FCTVA		1 000 €
TOTAL		1 000 €	1 000 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 38 POUR, 1 ABSTENTION

• FPIC – Choix de répartition

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (art. 125 de la loi de finances initiale pour 2011), l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 a institué un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal – FPIC. Ce nouveau mécanisme consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

3 possibilités sont offertes :

- Conserver la répartition dite « de droit commun » :
Soit 5 102 € pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et 10 901 € répartis entre les communes selon le tableau ci-joint annexé page suivante :
- Si décision à la majorité des 2/3 : opter pour une répartition « dérogatoire en fonction du CIF » :

Soit $16\,0003 \times 0,344146$ (CIF) = 5 507 € pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et 10 496 € pour les Communes.

- Si décision à l'unanimité : opter pour une répartition « dérogatoire libre ».

A savoir que la loi prévoit que le FPIC passera progressivement de 150 M€ en 2012 à plus de 1 000 M€ en 2016, soit à toutes choses égales, une participation d'environ 106 000 € pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire en 2016.

Le Bureau propose d'opter pour une répartition « dérogatoire libre » au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales par la Communauté de Communes.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2336-1 à L.2336-7

Considérant que la loi n°2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 instaure un Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Considérant qu'il y a lieu de définir les critères de répartition des contributions entre les Communes et l'établissement de coopération intercommunale en application du [5° du I de l'article L.2336-3 du Code général des collectivités territoriales.

Philippe MIGNOT rappelle que les bases de calcul sont établies par rapport aux communes et intercommunalités « dites riches » qui percevaient l'ancienne taxe professionnelle, le seul regret dans la mise en place de ce mécanisme est de ne pas tenir compte du salaire moyen des ménages, mais cela ne dépend pas de nous.

Bernard GUILLOT pense que beaucoup de personnes font l'amalgame entre la Communauté de Communes et le Pays de Bièvre Valloire.

Philippe MIGNOT rappelle que le Pays de Bièvre Valloire fonctionne qu'avec des dotations bien particulières.

Michel LESEIN indique que sur les 3 propositions présentées, le choix porté par le Bureau Communautaire sur la répartition dite « dérogatoire libre » est de loin la plus judicieuse, puisqu'elle est révisable chaque année.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire décide :

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **Emprunt – Commerces de Montseveroux**

Par délibération du 21 Juillet 2008 le Conseil Communautaire a approuvé l'opération de réhabilitation du tènement immobilier Ferme du Bourg à Montseveroux. Une partie logement est gérée par l'OPAC 38, et la partie commerciale par la Communauté de Communes.

Afin de permettre le rééquilibrage comptable, la Communauté de Communes se doit d'effectuer un emprunt de 132 000 euros sur 20 ans conformément au BP 2012

La meilleure proposition émane de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes pour un taux fixe de 5.15 %

Marie-Claire BAULE estime que cet emprunt coûte assez cher.

Serge EMPTOZ précise à titre d'information que le Crédit Agricole Centre Est propose un taux à 5,33 %.

Michel LESEIN revient sur le fait qu'il avait voté contre lors du budget primitif 2012, et que sa position reste aujourd'hui inchangée.

Jean-Paul MONTAGNIER précise qu'avec la conjoncture financière actuelle, les banques sont de plus en plus fermées lors de demande de prêt. La Banque Postale quant à elle va peut être ouvrir des fonds.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 37 POUR, 2 CONTRES

II – ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

• ZA Champlard – approbation du traité de concession (Contrat consultable sur le site « élu »)

Dans la continuité du projet d'aménagement de la ZAC Champlard, le Bureau Communautaire a reçu la Société Publique Locale Isère Aménagement pour la présentation de leur mission de concession d'aménagement.

Suite à cette présentation, il est proposé un projet de délibération pour l'approbation des clauses de ce contrat de concession.

Par délibération en date du 23 novembre 2009 le Conseil Communautaire a décidé de retenir le site de Champlard comme zone intercommunale d'activités.

Par délibération de son Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2010 a décidé d'élaborer un projet d'aménagement sur ce site et a organisé pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées.

Le bilan de la concertation a été tiré par délibération en date du 21 mars 2011.

Par délibération en date du 21 novembre 2011 le Conseil Communautaire a décidé de mettre en œuvre ce projet d'aménagement, désigné ci-après par le terme « l'opération » dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme et notamment par la création de la Zone d'aménagement concertée dite « Zac de Champlard » et son mode de réalisation dans le cadre d'une concession d'aménagement.

A cet effet, il est proposé de désigner la SPL (société publique locale) Isère Aménagement, en qualité de concessionnaire d'aménagement, et de lui confier, en application des articles L300-4 et L300-5 du code de l'urbanisme, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération dans le cadre de la concession d'aménagement.

En vue de la réalisation de sa mission, Isère Aménagement prendra notamment en charge les tâches suivantes nécessaires à la réalisation de l'opération :

- Acquérir et gérer les biens bâtis ou non bâtis ainsi que les droits immobiliers.

- Procéder à toutes les études opérationnelles et notamment finaliser les dossiers règlementaires.
- Démolir les bâtiments existants
- Aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructure propres à l'opération
- Réaliser tous les équipements concourants à l'opération globale d'aménagement.
- Assurer la commercialisation, céder les biens immobiliers, les concéder ou les louer à leurs divers utilisateurs agréés par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération
- Etablir le dossier de clôture de l'opération et procéder aux remises des ouvrages publics.

La durée de la concession d'aménagement est fixée à 20 années à compter de sa date de prise d'effet.

La rémunération de l'aménageur est fixée comme suit :

Pour les différentes tâches prévues à la présente concession d'aménagement, l'aménageur pourra imputer ses charges calculées comme suit :

- Pour les tâches d'acquisition l'Aménageur aura droit d'imputer 4,5 % des dépenses H.T. de chaque acquisition en ce compris les frais.
Au cas où la Collectivité maîtriserait déjà du terrain, la rémunération de la SPL Isère Aménagement pour l'acquisition des tenements de cette collectivité sera de 0,50 % du montant de chaque acquisition et ce compris les frais.
- Pour les tâches d'études et tâches administratives, un montant forfaitaire égal à 15 000 € par an ; Un forfait de 40 000 € s'ajoutera à cette rémunération les deux premières années.
 - Pour les tâches de suivi technique relatives à la réalisation des travaux d'aménagement et de construction, 4,5 % de la somme hors taxes des dépenses réalisées, hors frais financiers, acquisitions, rémunération de l'Aménageur et cessions.
 - Pour les tâches de suivi des cessions des terrains et des projets privés, 4,5 % des montants HT fixés dans les actes de cessions, concession d'usage ou locations à long terme aux utilisateurs, les loyers des baux emphytéotiques ou à construction étant pris pour leur valeur capitalisée à la signature du bail.
 - Pour la tâche de liquidation, après l'expiration du présent contrat, un montant forfaitaire de 30 000 € HT. Ce montant ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération. Pour les missions éventuellement confiées aux commercialisateurs, leurs honoraires seront imputés en dépenses au bilan de l'opération

Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement de l'Aménageur pour cette opération, notamment dans le

cas où la durée de la concession d'aménagement serait supérieure à celle prévue ou dans le cas d'une modification du programme .

Le bureau de la communauté de communes réuni le lundi 11 Juin 2012 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Serge EMPTOZ rappelle que dans sa mission, la SPL Isère Aménagement doit devenir propriétaire des terrains. La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a acquis ces terrains (frais de notaire compris) environ 4,00 € le m2, et qu'elle les revendra le même prix. Sachant qu'Isère Aménagement bénéficiera d'environ 42,5 ha de terrain à bâtir, le reste étant réservé à l'aménagement de la voirie et espaces verts. Cette opération ne coûtera plus rien à la Communauté de Communes, car l'investissement a déjà été payé en faisant l'acquisition des terrains.

Gérard BREDY informe que le traité de concession (consultable sur le site « élu ») peut être modifié par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à tout moment. Il précise que cette opération est purement arithmétique.

Michel LESEIN indique qu'une entreprise nommée SPLA a fusionnée avec la Société Publique Locale Isère Aménagement, et qu'il faut mentionner le nom du PDG aux membres de l'assemblée.

Serge EMPTOZ indique que le PDG de la SPL Isère Aménagement se nomme M. BINET.

Michel LESEIN admet que le dossier est solide.

Gérard BREDY précise que le Territoire 38 et Isère Aménagement n'ont pas fusionné mais qu'ils ont le même outil de travail, et que le Groupement d'intérêt économique GIE est soumis à l'approbation de l'ensemble des actionnaires.

Le chargé de mission de la SPL Isère Aménagement se nomme Hervé BERNARD.

Serge EMPTOZ précise qu'il n'y aura pas besoin de budget annexe, puisque c'est la SPL Isère Aménagement qui s'occupera de tout avec l'approbation de la Communauté de Communes bien évidemment.

Gérard BREDY insiste sur le fait qu'aucune décision ou choix ne se fera sans l'accord de la Communauté de Communes.

Jean-Paul MONTAGNIER souhaite avoir des précisions à venir sur la personne de M. BINET et de ses fonctions.

Claude NICAISE précise que M. BINET est aussi Vice Président du Conseil Général Chargé de l'économie.

Gérard BREDY précise que chaque année la SPL se doit de nous présenter un bilan financier, et devra nous inviter à participer à toutes présentations du fonctionnement en tant que membre actionnaire. Sachant qu'un commissaire aux comptes est nommé pour accéder aux comptes de la SPL Isère Aménagement, ce qui réduit là aussi la charge de travail de la Communauté de Communes.

Michel LESEIN informe qu'il n'est pas contre l'opération bien au contraire, et qu'il est satisfait de la demande de Jean-Paul MONTAGNIER citée l plus haut.

Marie-Claire BAULE demande ce qui a été envisagé au cas où l'étude du Busard cendré nuirait à la faisabilité du projet.

Gérard BREDY précise que le contrat serait annulé immédiatement.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 38 POUR, 1 ABSTENTION

- **Eureka BV – Convention de partenariat
(Convention consultable sur le site « élu »)**

Afin de définir les actions prioritaires et les engagements de chacun pour le maintien d'un développement économique durable sur le bassin d'activités Bièvre-Valloire, il est proposé de signer une convention de partenariat avec le Syndicat Mixte du Pays Bièvre-Valloire, les 4 autres communautés de Communes et la Chambre de Commerce et d'Industrie Nord-Isère.

Gérard BREDY tient juste à préciser que ce partenariat n'engendre aucun coût financier pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Redevance Incitative – Partenariat avec la Plateforme Montremond**

Le Comité de suivi s'est rendu sur le site de Montremond le 23 Mai dernier, afin d'avancer sur les négociations avec M. POINT Laurent concernant les apports de déchets verts. Il rappelle qu'actuellement les déchets verts sont acheminés vers Penol pour un coût de 30,90 € la tonne, et que si un accord était passé avec Montremond, cet acheminement ne coûterait plus que 20 € HT la tonne.

Outre l'avantage financier d'un gain minimum de 7000 €, il y aurait une diminution du coût du transport. D'autre part M. POINT accepterait gratuitement l'apport direct de végétaux des particuliers sur sa plateforme ce qui diminuerait les passages en déchetterie. Ces dépôts ne seraient pas comptabilisés dans les 12 passages aux déchetteries, et cela contribuerait également à la diminution des feux de végétaux.

Inconvénient : la Communauté de Communes cautionnerait l'apport de produits indésirables provenant de stations d'épurations dans le sol de notre territoire sans plan d'épandage.

Jean SAUNIER évoque les conditions de partenariat.

Philippe MIGNOT insiste pour que la Communauté de Communes prenne des précautions pour ne pas avoir par la suite une augmentation du pourcentage des boues, bien que légalement la plateforme n'a pas obligation de réaliser un plan d'épandage. Il serait tout de même bien que M. POINT puisse nous fournir un état annuel de ses épandages.

Sylvie DEZARNAUD indique qu'elle reste sur sa position et qu'elle votera contre ce partenariat.

Bernard GUILLOT admet que le côté financier est intéressant, mais que la gestion reste très complexe. Le pourcentage de boues de station d'épuration est de 30 %, et malgré les efforts déjà fournis par la plateforme, il persiste toujours un gros problème d'odeur. La Communauté de Communes ne pourra pas maîtriser ces problèmes, et tant que tout cela n'aura pas été réglé il vote contre ce partenariat.

Marc BONNET approuve les mêmes remarques que Bernard GUILLOT, et rajoute que ce partenariat joue plus en faveur des habitants de Beaurepaire que ceux du Nord canton.

Jean SAUNIER rappelle que cela permettra de bénéficier de la plateforme sans que les passages ne soient comptabilisés dans les 12 prévus à la déchetterie.

Serge EMPTOZ attire l'attention sur le fait qu'il devra n'y avoir que des végétaux.

Jean SAUNIER explique qu'avec ou sans nos végétaux la plateforme fonctionnera quand même, car des sociétés viennent de loin pour vider à Montremond.

Bernard GUILLOT précise que justement la Communauté de Communes ne pourra pas vérifier si il n'y a que des végétaux, et qui dit plus de végétaux dit plus de boues.

Jean SAUNIER rappelle qu'aujourd'hui toutes les plateformes sont normées.

Marc BONNET précise qu'effectivement il y a un gros problème de recyclage, et pense qu'il voudrait mieux réfléchir à la mise en place d'un autre système.

Christian FANJAT rappelle qu'il avait préconisé la mise en place de petites plateformes regroupant plusieurs communes, et de broyer les végétaux sur place.

Christian FANJAT indique que dernièrement il s'est rendu à une réunion organisée par la CLE et que des prescriptions vont être établies très prochainement sur le stockage des boues dans les zones stratégiques.

Michel LESEIN précise que lors de la réunion du 23 Mai à la plateforme de Montremond, il avait interpellé la société en indiquant qu'elle était soumise à déclaration et que son autorisation devrait faire l'objet d'une enquête publique.

Il lui a été répondu qu'au bénéfice de l'antériorité de la plateforme, l'autorisation était automatique.

Serge EMPTOZ précise que M. POINT serait prêt à accueillir les usagers le samedi toute la journée.

Il faudrait voir avec M. POINT s'il serait d'accord de préconiser un plan d'épandage, de limiter le tonnage des boues, et de nous fournir la liste des personnes du canton qui récupère le composte.

Serge EMPTOZ informe que le tonnage d'apport de végétaux de la Communauté de Communes transporté vers Penol est de 700 tonnes pour 2011.

Michel LESEIN demande si l'on peut se permettre de prendre un risque de pollution supplémentaire.

Claude NICAISE précise que de toutes manières, avec ou sans ce partenariat, la plateforme continuera à fonctionner.

Serge EMPTOZ indique que la plateforme d'Eyzin Pinet reçoit aussi les déchets verts à 30,90 €

Michel LESEIN demande si l'on peut surseoir à statuer.

Claude NICAISE propose de passer au vote.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 15 POUR, 18 CONTRES, 3 ABSTENTIONS

III – BATIMENTS

RAPPORTEUR : Jean-Paul MONTAGNIER

• Extension de la caserne de Gendarmerie

Suite au courrier de M. LETTERMANN, Commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Isère nous informant que le projet d'extension de la caserne de Beaurepaire a été retenu, il est nécessaire que la Communauté

de Communes du Territoire de Beaurepaire, maître d'ouvrage, prenne une délibération afin de constituer le dossier administratif.

- ♦ Conformément aux dispositions de la circulaire modifiée du Premier Ministre en date du 28 Janvier 1993 (JO du 31 janvier 1993), le loyer de la partie neuve sera calculé selon le taux de 6 % :
 - soit du montant des coûts –plafonds en vigueur à l'époque où l'immeuble sera mis à la disposition de la gendarmerie sur la base de 2 unités logements (à titre indicatif, ce montant s'établit actuellement à 378 000, 00 €, soit 2 unités logements à 189 000 € l'une ; l'augmentation du loyer annuel s'élève donc e jour à 22 680 €).
 - Soit, des dépenses réelles toutes taxes comprises si elles sont inférieures au montant des coûts-plafonds ci-dessus.
- ♦ Le loyer de la partie existante sera calculé en fonction des dispositions du bail en cours.
- ♦ La construction se réalisant sur l'emprise actuelle de la caserne, la valeur du terrain n'entrera pas dans l'économie de l'affaire.
- ♦ La partie loyer relative à cette extension sera stipulée invariable pendant toute la durée d'un bail de neufs ans.

Jean-Paul MONTAGNIER rappelle la règle : 1 gendarme pour 1000 habitants, qui ne peut pas être respectée dans certains cas, mais informe qu'il est prévu l'arrivée d'un nouveau gendarme en Août prochain. Une prochaine réunion est bientôt prévue et Philippe MIGNOT désigne Claude HOCQ pour y participer.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **Défense Incendie**

Les résultats de l'étude état des lieux « défense incendie » réalisée par ALP'ETUDES telle que présentée lors de la dernière réunion de la commission Bâtiments – Défense Incendie – du 24 Mai dernier, sont représentés par un schéma directeur sur la gestion des priorités avec un système de points de 1 à 5 représentant le degré d'importance de réalisation, et propose 15 tranches de travaux qui pourront être effectuées sur 15 ans.

La 1^{ère} tranche de travaux (voir tableau ci-joint en page suivante) d'un montant de 103 400 € a été budgétisée en 2012, les membres du bureau sont favorables au commencement de ces travaux.

*Jean-Paul MONTAGNIER souhaite vivement remercier Emmanuelle CHENU avec qui il a étroitement travaillé pour l'élaboration et la finalisation de cette étude.
Claude HOCQ demande si l'on peut avoir une date de début de travaux.
Jean-Paul MONTAGNIER précise que les premiers travaux pourront commencés fin juillet voir début Septembre 2012 au plus tard, et pour les travaux à effectuer sur Beaurepaire aux environs de Septembre/octobre 2012.*

INFORMATION

• **Restaurant scolaire Monsteroux-Milieu - Avenant n°1**

Par délibération en date du 24 janvier 2012, le Conseil Communautaire avait retenu l'entreprise Normand pour le lot n°1 – gros œuvre – façade – VRD – aménagements extérieurs.

Considérant la nécessité d'un changement de prestations liées au gros œuvre, sans modification de l'aspect financier, il est proposé de prendre un avenant au marché de travaux lot n°1 - gros œuvre, pour régulariser les prestations effectives.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV – ENSEIGNEMENT MUSICAL

RAPPORTEUR : Evelyne AVIAS

• **Tarifs stage de musique ETE 2012**

Par délibération du 29 mai 2012, le Conseil Communautaire a validé les nouveaux tarifs de l'école de musique pour la saison 2012-2013, or il a été omis d'y faire figurer les tarifs pour le stage de musique organisé cet été du 9 au 13 Juillet 2012.

Les tarifs pour le stage de musique sont les suivants :

- **160 euros pour le 1^{er} enfant**
- **140 euros pour le 2^{ème} enfant***
- **120 euros pour le 3^{ème} enfant***

*enfants d'une même famille (fratrie)

Repas du midi inclus

Michel LESEIN demande si les dates butoirs citées ci-dessus sont incluses dans le stage.

Serge EMPTOZ indique qu'elles le sont, et que le concert de clôture est prévu le Vendredi 13 juillet au soir.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V – ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

• **ALTFER – subvention**

M. Alain PICHAT, Maire de Beauvoir de Marc, Président de l'association ALTFER nous rappelle que les projets d'implantation d'une autoroute et d'un fret ferroviaire sont aux portes de nos territoires, les associations et les élus de l'Ouest Lyonnais rejetant toute implantation de nouvelle infrastructure sur leur secteur.

L'association ALTFER demande une aide financière de la Communauté de Communes pour rémunérer le recrutement M. Kim BUNG-CHUL, stagiaire en Master 1 en Géographie et aménagement du Territoire, qui a pour but de réaliser une étude sur l'opportunité géographique la plus judicieuse pour l'implantation de ces projets.

Michel LESEIN indique qu'il a un doute en matière de compétences quant à l'emploi d'un jeune stagiaire.

Christian FANJAT précise qu'il va travailler en collaboration avec la Présidente de l'association ALTFER et Monsieur le Maire de Beauvoir de Marc, et qu'un bureau d'étude n'aurait pas eu le même coût.

Christian FANJAT informe qu'un débat public va être lancé très prochainement, mais la Communauté de Communes n'y sera pas associée.

Philippe MIGNOT précise qu'il est un peu trop tôt pour s'engager, qu'il vaudrait mieux laisser évoluer le projet.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 37 POUR, 2 CONTRES

• **Convention d'occupation avec la Commune de Beaurepaire
(convention consultable sur le site « élu »)**

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire loue un appartement sis au 19A rue Français pour les permanences intercommunales. Une partie de cet appartement est également utilisé par la Police Municipale.

Il convient de signer une convention précisant les modalités d'occupation par la Commune de Beaurepaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

QUESTIONS DIVERSES

• **Charte forestière**

Christian FANJAT indique la mise en place de la charte forestière aux lieudits « Les Bonnevaux » et « Champier ». Il est nécessaire de désigner 2 titulaires et 1 délégué pour intégrer le comité de pilotage.

Sont proposés : Christian FANJAT – Marie-Claire BAULE – Michaël MARION

La première réunion du comité de pilotage se tiendra le 13 juillet 2012.

Lionel EYDANT demande quel est le but de cette charte forestière.

Christian FANJAT indique que cette charte a pour objectifs de valoriser la forêt et de la régénérer, d'éviter la friche de terrains à l'abandon, de faciliter le remembrement forestier, et relancer par la même occasion le commerce de bois. Il précise que seront associés à cette charte : l'ONF, le Conseil Général, les randonneurs, les chasseurs, les vététistes...

Sylvie DEZARNAUD rajoute que le comité de pilotage pourra ainsi être informé et suivre les nombreuses demandes de projet d'installation des éoliennes.

• Guide des animations

Sylvie DEZARNAUD nous présente le nouveau guide des animations pour les mois de Juillet – Août 2012, sur lequel figure un classement thématique.

• Tencate

Gérard BREDY informe que suite aux diverses rumeurs et notamment l'article paru dans le journal « l'express » sur la société TENCATE, il s'est rendu sur le site de la société accompagné du Sous-Préfet et d'Angéline APPRIEUX pour rencontrer le directeur.

Le directeur de TENCATE a présenté les travaux en cours.

Gérard BREDY a soulevé l'information récente parue dans un quotidien, qui indiquait qu'EUROCOPTER était sur le point de gagner un marché avec l'Inde.

Le directeur de TENCATE informe qu'actuellement suite à la réduction des budgets militaire, la société doit prévoir un nouveau plan d'aménagement (réorganisation, réajustement des effectifs, palier aux incidents avec les interims et les fins de contrat CDD).

Gérard BREDY a demandé au directeur d'informer à l'avenir la Communauté de Communes sur d'éventuels problèmes afin d'éviter « les rumeurs ».

Il ressort de cette visite que la société est en légère baisse mais qu'il n'y a pas de crainte à avoir, à préciser le directeur de TENCATE.

• Center Parc - Chambaran

Avant de clôturer le Conseil Communautaire, Claude NICAISE nous informe de l'invitation pour manifester le soutien au projet de Center Parc.